

# Nouveau parti socialiste

Paris

14



Le Journal | n°10 | mai 2008

éditorial

## Reconquêtes

**M**aintenant un an que Nicolas Sarkozy est en fonction à l'issue d'une élection présidentielle dont on se demande comment encore, moins de deux ans après le CPE, la gauche a pu la perdre. Une année de présidence durant laquelle Nicolas Sarkozy a entrepris d'appliquer une politique ultra libérale économiquement et socialement et réactionnaire socialement. Cadeaux fiscaux aux riches, attaques contre les retraites, recul du pouvoir d'achat, remise en cause des 35 heures, dénigrement du vote du peuple français sur la Constitution européenne, chasse aux immigrés, alignement sur les Etats-Unis, rien n'est trop libéral et réactionnaire pour Nicolas Sarkozy et François Fillon. Les frasques d'un président surexcité et surmédiatisé y ajoutent une touche supplémentaire. Les françaises et les français ne s'y sont pas trompés et ont lourdement sanctionné la droite lors des élections municipales. Mais, sanction ne vaut pas adhésion et nous serions mal avisés de nous endormir sur cette précaire victoire. N'oublions pas que nous avions gagné toutes les élections intermédiaires entre 2002 et 2007 pour perdre au final l'élection présidentielle. N'oublions pas non plus que la gauche vient de subir 13 défaites consécutives dans des élections nationales en Europe. Europe du Nord, Allemagne, Italie, Angleterre, partout la gauche européenne reflue. Cette gauche soit disant plus moderne que nous, plus centrée sur les prétendues réalités de la mondialisation. Voilà pourquoi les socialistes ne doivent pas faire l'impasse d'une discussion approfondie lors de leur prochain congrès. Nous refusons à NPS que le prochain congrès soit un congrès d'affrontement des personnes. Ségolène ou Bertrand, Bertrand ou Ségolène, nous refusons de nous laisser piéger dans ces faux choix. L'urgence ne peut être de pré-désigner quatre ans avant celui ou celle qui éventuellement porterait nos couleurs lors de l'élection présidentielle de 2012. Cette question, importante viendra en son temps en 2011 lors d'un congrès extraordinaire prévu à ce seul effet. C'est pourquoi ce congrès doit être

un congrès utile. Utile pour la famille socialiste, utile pour la gauche et utile pour les français. Un congrès sans faux débats. La question n'est pas de savoir si on est archaïques ou modernes. Nous sommes tous au PS un peu des deux. La question n'est pas de savoir si nous sommes pour ou contre l'économie de marché. Nous reconnaissons tous au PS la nécessité d'un secteur marchand tout en refusant de laisser au marché la gestion de l'ensemble de l'économie et de la société. La question n'est pas de savoir si nous sommes pour ou contre l'Europe. Nous sommes tous européens mais en même temps il y a un vrai besoin de définir une alternative progressiste à la dérive actuelle de la construction libérale de l'Europe. Un congrès utile, c'est un congrès qui permettra aux socialistes de prendre conscience de la nécessité de reconstruire une orientation socialiste adaptée aux réalités de notre temps. Le libéralisme échoue à remplir sa promesse de progrès économique et social en ce qu'il détruit nos modèles sociaux nationaux, favorise exclusivement le seul capital financier et accroît partout les inégalités de richesse. La mondialisation et la globalisation financière n'ont pas permis de bâtir un monde plus homogène et plus pacifié que celui qui existait du temps des deux blocs, bien au contraire. Voici pourquoi il est temps de ne plus avoir honte d'être socialiste. Nous devons cesser de nous sentir coupable de l'échec des libéraux. Cet échec n'est pas le notre. NPS aidera les socialistes à croire à nouveau à leur indispensable utilité. Nous abordons ce congrès déterminé à faire de la politique et à en faire l'esprit ouvert, loin des fatigantes querelles de personnes. Nous sommes prêts à le faire avec d'autres qui partageraient cet objectif désintéressé, sachant qu'il s'agit au fond du souhait raisonnable et sincère de la majorité des socialistes. Le temps des reconquêtes est revenu pour les socialistes.

Le collectif NPS 14

Les dangers  
du nouveau  
contrat de  
travail p. 2



Se souvenir de mai 68  
p. 3



Après le France et  
l'Italie p. 4

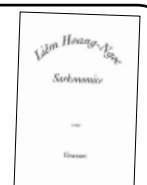


L'immigration choisie...  
p. 5



Mouvement lycéen  
p. 6

Sarkonomics  
p. 7



# Les dangers du nouveau contrat de travail



Le 29 avril dernier, les députés ont adopté un projet de loi dit de « Modernisation du travail ».

Ce texte reprend en partie le contenu d'un accord conclu le 11 janvier 2008 entre les organisations patronales et quatre des cinq syndicats actuellement représentatifs, la CGT ayant refusé de signer. Cette pseudo modernisation du travail, présentée à la fois comme un premier grand pas vers la « flexicurité » et une victoire du dialogue social, est en réalité porteuse de nombreuses régressions qui vont une fois de plus affaiblir les droits et garanties des salariés : périodes d'essai rallongées, nouveau contrat précaire, séparabilité...

Elle s'inscrit de plus dans un processus qui, au nom de la liberté contractuelle, vise à détruire le droit du travail au profit des clauses du contrat de travail, alors même que la subordination juridique du salarié à son employeur n'est aucunement remise en cause.

**N**PS 14, pensant que cela était nécessaire, a organisé un débat, le 15 mai dernier, pour présenter et faire découvrir ce nouveau dispositif. Pour en débattre, notre camarade et copine, Nathalie BOISSON-ZYSKIND qui est journaliste, syndicaliste et aussi juriste en droit du travail, nous raconte en quelques lignes un débat riche et super intéressant, qui a duré plus de deux heures, qu'elle a animé avec IAN DUFOUR qui lui est inspecteur du travail... résumé...

## Quand modernisation rime avec régression.

Sous couvert de modernisation, le gouvernement enfonce de larges coins dans le droit du licenciement et accomplit un grand pas vers la flexicurité en oubliant

au passage la partie « sécurité » de ce système.

Instauration d'une rupture pseudo amiable du contrat de travail, allongement de la période d'essai, création d'un contrat de mission qui ne dit pas son nom, etc. Le projet de loi dit de modernisation du travail (adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale et le Sénat au moment où nous écrivons ces lignes), va en réalité se traduire pour les 17 et quelques millions de salariés du secteur privé qu'il concerne, par la perte de plusieurs garanties et par une précarité accrue.

Mise en oeuvre partielle de l'accord national signé le 11 janvier dernier par quatre organisations syndicales (CFDT, CGT-FO, CFTC, CFE-CGC) ce projet se veut le premier pas vers l'émergence d'une « flexicurité » à la danoise, c'est à dire d'un dispo-

sitif échangeant une plus grande flexibilité de l'emploi contre des parcours professionnels mieux sécurisés.

Mais pour l'heure c'est surtout de flexibilité qu'il s'agit car ce projet de loi se contente pour l'essentiel d'affaiblir le droit du licenciement, un des pans les plus protecteurs du droit du travail.

Pour ce qui est des quelques contreparties obtenues par les syndicats de salariés, elles sont reportées à des négociations ultérieures ou à des décrets à venir.

## Licencier sans motif et sans risque

Le texte gouvernemental étend en effet les possibilités de licencier un salarié sans motif et limite les conséquences des licenciements abusifs ou irréguliers.

Notamment, en allongeant la durée des périodes d'essai de quatre à huit mois contre deux à six mois aujourd'hui.

Egalement en créant un contrat « à objet défini », en fait un contrat de mission d'une durée de 18 à 36 mois, alors que les CDD ne peuvent en principe excéder 18 mois. 36 mois durant lesquels le salarié pourra renoncer, entre autres, à l'accès à un logement faute de pouvoir justifier de revenus relativement pérennes auprès des organismes financiers.

Mais aussi en réduisant à six mois contre cinq ans aujourd'hui, le délai de recours contre le contenu du solde de tout compte, c'est à dire contre les sommes perçues lors de la rupture du contrat de travail. Pour ne citer que ces trois mesures.

Toutefois assouplir le droit du licenciement ne suffit pas. Pour permettre aux employeurs d'en éviter le coût et les risques, on créé la « rupture conventionnelle », la séparation à l'amiable chère à Laurence Parisot.

Succinctement l'employeur et le salarié se mettent d'accord pour se quitter. Le salarié perçoit une indemnité au moins égale à l'indemnité légale de licenciement et peut bénéficier de l'assurance chômage dans des conditions à définir ultérieurement.

Quant à l'employeur, il gagne en sécurité juridique car on imagine bien l'accueil

que réserveront les juges à un quidam qui viendra contester le motif d'une rupture qu'il a signée.

« Bonne affaire » se disent certains persuadés qu'ils pourront partir dans de meilleures conditions que s'ils démissionnaient. A condition toutefois que leur employeur accepte ce qui signifie qu'il devra leur verser des indemnités.

A l'inverse, quel salarié osera refuser une rupture conventionnelle au risque de découvrir les joies des diverses formes de harcèlement possibles dans une entreprise. Il y a donc fort à craindre que cette séparation à l'amiable se transforme en moyen commode de se débarrasser des indésirables à moindres coûts et risques.

### Des contreparties... pour plus tard

Mais qu'allaient donc faire les syndicats signataires dans cette galère ! Et ont ils obtenu quelque chose en échange des reculs qu'ils ont concédés ? Pas grand chose en réalité, et surtout très peu dans l'immédiat. Sauf à considérer que l'abrogation du CNE déjà retoqué par la justice française est une victoire.

Pour le reste, l'accord comporte bien quelques nouveautés dont la possibilité de conserver un temps sa mutuelle quand

on est licencié ; d'avancer aux jeunes de moins de 25 ans une partie de leurs futures éventuelles allocations chômage ; de prendre en compte l'ancienneté dans la branche, plutôt que dans l'entreprise, pour l'accès à certains droits ; la mise en place de mesures spécifiques pour les plus précaires...

Mais tout cela est encore à négocier et à financer.

Rappelons le, au Danemark les prélèvements fiscaux sont proportionnellement trois fois plus élevés qu'en France, ce qui est aussi le cas du nombre de fonctionnaires. Pas très tendance en Sarkoland.

Il y a en revanche un principe auquel on n'a pas touché, c'est celui qui dispose que le salarié est juridiquement subordonné à son employeur. Et gageons que celui là restera encore longtemps à

l'ordre du jour; Ce même alors que la prochaine étape, désormais revendiquée, de beaucoup, est la contractualisation de la relation de travail, c'est à dire l'effacement de la loi au profit du contrat.

Un véritable leurre, la notion même de contrat impliquant la rencontre de deux volontés de même force.

Le pire reste à venir.

# Se souvenir de mai 68



par  
Clémence  
Lecœur

**A**vril 2007. Le « candidat Nicolas Sarkozy » propose de « liquider Mai 68 » et dénonce la « gauche, héritière de Mai 68 » tout en proposant le « Grenelle de l'environnement ». 68 semble mère de tous les maux de notre société

Mai 2008. Depuis un an le président Sarkozy attaque l'héritage de mai dans nombreuses de ses réformes : retour à l'école primaire de Ferry, nouveau contrat de travail... et pourtant, difficile de se rendre dans une librairie, d'ouvrir un journal, d'allumer sa télévision sans entendre parler de Mai 68. La commémoration est partout. Peut-être ne doit-on pas s'étonner de voir cet anniversaire particulièrement fêter.

Quand on évoque aujourd'hui Mai 68, on parle des étudiants, du festival de Cannes, de la grande « fête » de Mai, des pavés... On parle moins du

mouvement social. A cette époque, il y a eu dans toute l'Europe des révoltes étudiantes, mais, si Mai 68 est si important aujourd'hui, c'est qu'en France, le mouvement étudiant a été relayé par les grèves et les occupations d'usine. Mai 68 n'aurait pas eu un tel retentissement sans les accords de Grenelle qui ont permis, entre autre, une augmentation du SMIG de 35%.

Mai 68 a forcé une France gaulliste, réactionnaire et inflexible à évoluer. Oui, il faut « se souvenir », se souvenir des luttes sociales, du mouvement féministe, des progrès sociaux. A une époque où le pouvoir contrôlait l'ORTF, la rue a créé ses propres médias et a crié ses envies de transformation sociale. Elle a permis de faire évoluer cette société autoritaire. Pourquoi Nicolas Sarkozy veut il nous faire oublier mai 68 ? Peut-être préfère t-il que nous oublions la leçon que nous apporte ce mouvement : les luttes sociales amènent le progrès social.

Cependant, en 68, les divisions de la gauche et des socialistes n'ont pas permis de donner un débouché politique aux revendications. A nous, aujourd'hui, à gauche de tirer les enseignements de 68 et de relayer les revendications syndicales et sociales. Les revendications salariales, féministes, éducatives de mai 68 trouvent encore en 2008 une étrange résonance.



# Après la France et l'Italie... le Royaume-Uni ?

Philippe Marlière, Maître de conférences en science politique, installé à Londres depuis plus de 10 ans, nous explique les raisons de la Défaite historique du Labour britannique aux municipales, de la victoire de «Boris le Nigaud» sur «Ken le Rouge» et le risque de basculement à droite du royaume.



**D**epuis 1997, le projet du New Labour a répondu à une double motivation. Accessoirement, il a offert aux Britanniques une version légèrement atténuée du néolibéralisme thatcherien dont s'étaient fatiguées les classes moyennes à la fin des années 1980. Des fonds publics ont été injectés pour rénover des services publics délabrés (précisons qu'une bonne partie de cet argent a servi à financer des partenariats privé-public, qui ont entraîné de fait la privatisation de certains services publics).

Principalement, il a œuvré à la consolidation d'un bipartisme sans compétition politique : sur les questions les plus importantes (redistribution des richesses, rôle de l'Etat, impôts, droit du travail, relations avec les syndicats, guerre d'Irak), plus rien ne distingue les néotravailleurs des conservateurs. Cette démarche électoraliste dite de "troisième voie" a été dictée par une stratégie rationnelle : Tony Blair et Gordon Brown ont estimé que les Britanniques, échaudés par la brutalité sociale du thatcherisme, ne seraient pas tentés d'élire un gouvernement conservateur avant longtemps. Ils ont fait le pari que les électeurs travaillistes traditionnels (classe ouvrière, fonctionnaires) soutiendraient le Parti travailliste en traînant les pieds, mais le soutiendraient quand même, car ils n'auraient nulle part où aller à gauche (le scrutin majoritaire à un tour lamine implacablement toute force politique de gauche).

Ras-le-bol populaire devant une politique économique au service des plus riches

Ce pari était certes rationnel, mais à haut risque aussi. Pour qu'il soit couronné de succès, il nécessitait le concours de circonstances extérieures, en particulier une croissance économique américaine et internationale continue. L'économie britannique dépend essentiellement des services et de la finance. Il n'est donc pas étonnant que la crise suscitée par les subprimes l'ait touchée plus que tout autre

économie européenne. Le gouvernement Brown, entre autres malheurs, a heurté de plein fouet le Northern Rock... C'est dur et cela fait mal : aux ménages moyens (souvent d'anciens électeurs conservateurs séduits par le "pragmatisme" de Tony Blair), horrifiés par la baisse de l'immobilier ; aux jeunes couples aussi qui ne peuvent emprunter pour accéder à la propriété.

A cela, il faut ajouter une double gaffe monumentale. Il y a peu, le gouvernement a renoncé à imposer des hommes d'affaires très fortunés qui, non domiciliés en Grande-Bretagne, ne payent aucun impôt à l'Etat britannique. Inversement, Gordon Brown a relevé l'assiette de l'impôt pour les foyers les plus modestes. L'argent récolté a été indirectement "redistribué" aux catégories moyennes !

Des députés travaillistes, d'ordinaire serviles, ont paniqué quand leurs administrés ont commencé à se plaindre de cet acte inique. Ils ont contraint le premier ministre à revenir sur cette décision et à compenser les perdants. Mais le mal était fait : cette mesure antipopulaire, emblématique du projet New Labour, a provoqué la désertion en masse d'électeurs travaillistes vers les conservateurs et les libéraux-démocrates ou leur abstention. Le leadership indécis de Gordon Brown ou l'usure du pouvoir -arguments souvent avancés par les médias- n'ont joué qu'un rôle marginal dans cette débâcle électorale (le plus mauvais score enregistré par les travaillistes aux élections locales depuis... 1968 !).

Le conservateurs reprennent pied dans les bastions travaillistes

La vraie raison de ce décrochage électoral a été le ras-le-bol populaire devant une politique économique au service des plus riches (les inégalités entre les plus riches, les classes intermédiaires et les plus pauvres ont dramatiquement augmenté depuis 1997).

La débâcle électorale que vient d'enre-

gistrer Gordon Brown laisse augurer un avenir très sombre pour son parti : l'électorat populaire a déserté en masse le New Labour, permettant aux conservateurs de reprendre pied dans les bastions travaillistes où ils avaient disparu depuis quinze ans (Nord de l'Angleterre, Pays de Galles). Dans le Sud, la défaite est également sévère, mais il s'agit ici de la défection des classes moyennes et supérieures qui sont retournées vers le Parti conservateur, dirigé par David Cameron, blairiste crédible.

Ken Livingstone, à Londres, a mieux résisté que ses collègues travaillistes. En réalité, il n'aurait jamais dû perdre. S'il s'était présenté en candidat indépendant (comme en 2000), il aurait largement battu Boris Johnson, présenté par les médias comme un bouffon. Johnson est un "toff", c'est-à-dire un membre des classes supérieures du pays. Il a été éduqué à Eton, l'une des "public schools" les plus élitistes. Il constitue le type idéal du Tory bien né, figure en général haïe ou moquée par le public. Journaliste raté aux commandes du Spectator, hebdomadaire de la droite dure, connu pour ses commentaires racistes et sexistes, doté d'un humour douteux et d'une élocution incompréhensible, Johnson ferait presque passer George W. Bush et Silvio Berlusconi pour des hommes politiques compétents.

Pour Ken Livingstone, la perte d'une élection imperdable

Des commentateurs, une fois de plus, ont eu recours à des explications futiles pour rendre compte de la défaite du maire sortant : l'usure du pouvoir, de mauvaises fréquentations politiques, un style "impérial" ou encore ses soutiens à Hugo Chavez ou à la cause palestinienne.

En fait, Livingstone a perdu car, candidat sous les couleurs du New Labour, il a fait l'objet du même rejet populaire que celui réservé aux autres élus travaillistes. Son retour dans le Parti travailliste en 2004 l'a amené à se solidariser avec le néolibéra-

lisme du New Labour. Il a payé cette association au prix le plus fort : la perte d'une élection imperdable (Londres est majoritairement une ville populaire, donc de gauche) contre un candidat conservateur grotesque, alors que son bilan de maire en matière de transports, de logement et de lutte contre la criminalité était bon dans l'ensemble.

La bulle New Labour a donc éclaté. Des conservateurs revanchards sont aux

portes du pouvoir. D'ici deux ans -sauf événement extraordinaire- ils remporteront les élections. David Cameron héritera d'un pays gangréné par les inégalités, doté de services publics médiocres, de la législation sociale la plus régressive du monde occidental (après les États-Unis), d'une main d'œuvre majoritairement peu qualifiée et maltraitée (généralisation des "working poor", les travailleurs pauvres, en dépit de l'introduction d'un Smic).

C'est de ce Parti travailliste-là, qui a failli si spectaculairement à bâtir une société plus juste et plus solidaire, que les électeurs veulent se débarrasser au plus vite. Le moment venu, Cameron ne perdra guère de temps à défaire les réformes sociales du New Labour. Il y en a si peu ! Dès ses premiers jours à Downing street, il aura les coudées franches pour emmener le pays encore plus à droite.



par  
Gilbert  
Cozou

# L'immigration choisie, mais sans ceux qui travaillent déjà en France

Le président de la république a fait une partie de axé sa campagne sur son attachement personnel vis-à-vis de la « valeur travail », et sur la revalorisation de cette notion au sein de la société française d'aujourd'hui superflu. En effet, selon Nicolas SARKOZY, les Français ont perdu le sens et le goût du travail, et ceci depuis des années, il s'est présenté comme le candidat de la France qui travaille tôt (que faire de ceux qui travaillent en service de nuit ?), qui cotisent pour ceux qui sont « entretenus dans l'assistanat » (attention à ne jamais se retrouver au chômage).

Pour cela, Nicolas SARKOZY n'a jamais caché son goût et son admiration pour les gens qui travaillaient 40 à 55 heures par semaine, et qui trouvent le temps de vivre pleinement leur vie (entre deux rames de métro et la nuit de sommeil, ceci est aisément concevable...), et d'être des forces vives de la Nation.

C'est pour cette raison, que Monsieur le Président, a toujours défendu l'hypothèse selon laquelle le travail était la meilleure solution aux problèmes de pouvoir d'achat des français. « Pour gagner plus, il faut travailler plus ».

Je passe sous silence les limites de cette philosophie comptable du travail, qui n'apporte aucunes solutions aux problèmes que rencontrent les Français sur le marché du travail. Et qui trouve sa plus grande limite dans le fait que le travail doit rester un moyen d'émancipation de l'Homme, et pas un d'outil d'asservissement de sa condition.

Je vous laisse poser cette question à l'hôtesse de caisse de votre hyper, je pense quelle vous parlera beaucoup mieux que moi de sa condition de travailleur épanoui.

Malgré cette « formidable » campagne médiatique sur la « valeur travail », et ici remarquez le bien, non pas la valeur du travail (ce qui ne veut pas dire la même chose), Nicolas SARKOZY et Jacques ATTALI, expliquent fièrement que les Français ne veulent plus travailler dans certains secteurs, que les taches sont trop dévalorisantes, et que si il y a du monde au chômage, c'est qu'ils le veu-

lent bien : « salauds de pauvres.... ».

Dans cette logique là il est nécessaire de mettre en place une nouvelle politique migratoire, où le concept d'immigration choisie serait largement mis en avant. Ainsi il est plus facile d'aller chercher des gens avec des compétences dans des pays qui en auraient besoin, plutôt que faire un véritable effort de formation sur notre territoire.

Mais l'actualité de ces derniers jours ne donne pas forcément beaucoup de crédit à cette thèse. Depuis 15 jours des travailleurs sans papiers font la grève pour demander une reconsidération de leur situation, et leur régularisation. Ils « travaillent sur le territoire nationale, font partie des forces vives de ce pays paient des impôts, et cotisent également » (Nicolas SARKOZY), mais ils n'ont pas le droit à la nationalité où ils vivent.

Dans ces condition en quoi consiste l'immigration choisie? Ils travaillent dans des conditions peu enviables, s'investissent dans des activités où peu de personne souhaite engagé, et malgré cela le Ministre de l'immigration et identité nationale refuse de régulariser leur situation.

On se retrouve dans une situation grotesque où des gens qui n'ont pas de droits sont dans l'obligation de manifester et de faire la grève pour se faire reconnaître, alors qu'ils auraient plutôt intérêt à se cacher. Et la seule solution que propose les Préfets c'est une régularisation au cas par cas, c'est une prime à la misère, à l'arbitraire avec des critères très flou.

La question de l'immigration choisie est un sujet qui doit être posé, mais il faut avoir en tête que ce ne doit pas être un moyen pour mettre en place un « néo colonialisme », où de nouveaux travailleurs seraient attirés sur notre territoire, puis placardés comme travailleurs immigrés.

En tout cas, il faut que soit dégagés les voies et moyens d'un règlement juste et adapté à la situation actuelle des travailleurs sans-papiers et que ceux qui sont actuellement en lutte soient tous régularisés.



merci à la CIMADE pour les photos...

# Mouvement lycéen : lutter pour son droit à l'avenir



par  
Amine  
Bouabbas

**D**epuis plusieurs semaines, les lycéens se mobilisent contre la destruction programmée du service public d'éducation, mise en oeuvre méthodiquement par le gouvernement. Partout, en Ile-de-France, à Paris, des lycées se sont mis en grève, des assemblées générales sont organisées, des manifestations, en particulier les 11, 15, et 17 avril, ont réuni des dizaines de milliers de lycéens, rejoints par des professeurs et des parents. Le XIVe arrondissement ne manque pas à l'appel, notamment les lycées François Villon ou Paul Bert.

Les revendications sont multiples. Les lycéens exigent d'abord du gouvernement qu'il reviennent sur la suppression de 11500 postes, prévue pour la prochaine rentrée. Il est vrai que moins de postes équivaldrait à des classes surchargées et à la disparition de plusieurs options, lin-

guistiques, artistiques ou sportives.

La question de l'enseignement professionnelle cristallise également l'opposition. Le gouvernement veut en effet imposer une réforme du baccalauréat professionnelle, qui devrait être passé au bout de 3 ans, au lieu de 4 ans actuellement. Ipso facto, cela supprimerait le BEP et rendrait d'un coup le rythme des études beaucoup plus soutenu. Le résultat serait le rejet en dehors du système éducatif de nombreux jeunes, sans aucune formation. Par ailleurs, la suppression de la carte scolaire ne cesse d'inquiéter les élèves, en particulier ceux des quartiers populaires. Plus globalement, face à une droite inspirée par une logique inégalitaire et réactionnaire, comme le révèlent les nouveaux programmes de l'école primaire, ce mouvement lycéen montre la profonde aspiration à un enseignement exigeant, axé sur un prin-

cipe d'égalité et d'émancipation.

Devant un gouvernement qui semble persister et signer, l'enjeu est de renforcer le mouvement au-delà des vacances de Pâques. Les syndicats d'enseignants semblent en tout cas vouloir apporter leur soutien, en appelant à des journées de grèves au mois de mai. Quant à la gauche politique, mis à part le Mouvement des Jeunes socialistes, très mobilisé, elle semble plutôt absente. Or, n'est-ce pas le rôle du politique que d'apporter des débouchés au mouvement social ? Le Parti socialiste doit donc d'urgence sortir de sa torpeur et relayer puissamment les aspirations des lycéens.

## La manifestation nationale pour l'éducation du 18 mai, un incontestable succès !

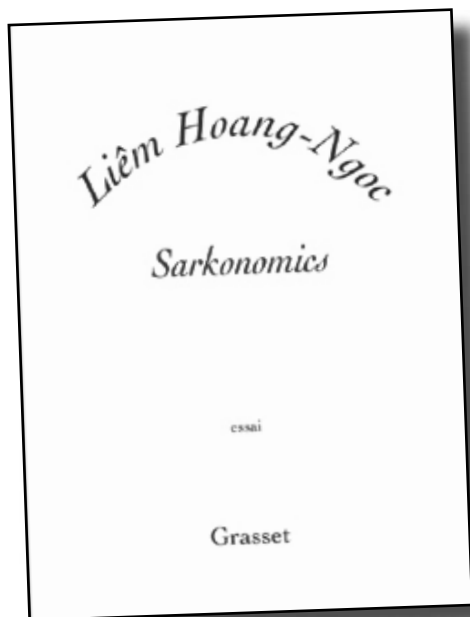


A l'appel de la FSU, 45000 participants dynamiques et combatifs, venus de toute la France ont défilé ce dimanche à Paris. Ce succès manifeste le maintien d'une forte mobilisation porteuse d'exigences fortes pour une école de la réussite pour tous. A l'évidence cette mobilisation a été amplifiée par l'intervention du Président de la République.

**Le gouvernement a la responsabilité de prendre la mesure de ces attentes et d'y répondre par de premiers gestes qui permettent de relancer un dialogue social qu'il a bloqué.**

**Prochains rendez-vous nationaux de mobilisations pour une autre politique éducative et sociale :**

- 22 mai, manifestations pour la défense des retraites rdv à Paris :14h30 de Bastille à Saint Augustin
- 24 mai, journée de mobilisations, de rencontres avec la population et de manifestations dans tous les départements



## 3 questions à ... Liêm Hoang-Ngoc

délégué national à l'économie, qui vient de publier  
"Sarkonomics",  
Editions Grasset,  
140 p, 9 euros.

**Qu'est ce que la «Sarkonomics» ?  
Nicolas Sarkozy a-t-il véritablement  
une doctrine économique ?  
Quelles en sont les conséquences  
sur le plan social ?**

J'utilise le terme de Sarkonomics en écho à celui de Reaganomics qui fut utilisé il y a trente ans pour qualifier la contre-révolution néo-conservatrice engagée aux Etats-Unis par Ronald Reagan. Les conseillers économiques de Reagan mettaient la montée de l'inflation et du chômage de l'époque sur le compte des politiques keynésiennes menées au cours des trente glorieuses.

De même aujourd'hui, le chef de l'Etat considère que l'Etat social hérité du compromis de 45 est le principal ennemi du point de croissance qu'il veut aller chercher avec les dents. Les « réformes de structure » qu'il entreprend visent donc à réduire le poids de l'Etat dans l'économie, d'où le plan de rigueur, pour pouvoir baisser les impôts sur les hauts revenus, sur le patrimoine et sur les sociétés. Elles s'attaquent aux « rigidités » du marché du travail, d'où la « réforme » du CDI. Enfin, ils achèveront le programme de privatisations, engagé dès 1986 et s'attaqueront au système de protection sociale, en étendant la sphère des franchises et des déremboursements, en autorisant dans quelques années leur prise en charge généralisée par les complémentaires privées.

Enfin, l'allongement de la durée de cotisation aura pour effet de réduire les pensions des futurs retraités dont les entreprises continuent à se débarrasser à 58 ans. Ces

derniers ne toucheront pas de retraite à taux plein et seront incités à souscrire aux fonds de pension.

Héritier de la famille gaulliste, Sarkozy est en passe de tuer le père, tout en culpabilisant de le faire. Son conseiller Henri Guaino a pour fonction de rassurer les dernières vierges, nostalgiques du gaullisme social, effarouchées du virage néo-libéral engagé par Balladur en 1993 et assumé aujourd'hui sans complexes par l'UMP.

**Où en est « le choc de croissance »  
promis par Nicolas Sarkozy et  
que le « paquet fiscal » devait  
provoquer ?**

Le paquet fiscal n'a pas provoqué de choc sur la croissance.

Il a distribué 6 milliards en direction des catégories les plus favorisées par le biais du bouclier fiscal, de l'allègement des droits de succession et la niche fiscale sur les intérêts d'emprunt. Les 9 milliards consacrés aux heures supplémentaires ont réduit le coût marginal des heures supplémentaires. Elles reviennent à légaliser le travail sans cotisation, « au noir ». Elles n'ont pas provoqué le regain d'activité escompté parce que la croissance

dépend relativement peu du coût du travail. Le retournement de celle-ci réduit le carnet de commande des entreprises qui n'ont pas d'heures supplémentaires à proposer. La loi de finance 2008 a pris pour hypothèse une croissance de 2,25%. Elle sera probablement inférieure à 1,5%. Les déficits se creuseront donc nécessairement, compte tenu du défaut de rentrées

fiscales qui en résultera. Le plan de rigueur était donc inévitable, pour qui entend respecter le pacte de stabilité...

**Quelles seraient les mesures les  
plus urgentes à prendre pour  
renouer avec la croissance ?**

Il est tout d'abord erroné de considérer qu'il n'y a aucune marge de manœuvre budgétaire parce que la France serait en faillite. Le compte de patrimoine de l'Etat dégage un solde nettement positif et les épargnants sont friands des obligations émises par l'Agence France Trésor.

Un plan de relance peut parfaitement être financé par emprunt d'Etat à bas taux d'intérêt. Encore faut-il que les dépenses qu'il finance aient un réel impact sur la croissance. Le paquet fiscal a ainsi bel et bien été financé sans problème par la dette, mais il ne provoque aucun effet. C'est pourquoi les 14 milliards qui lui étaient consacrés cette année pourraient être redéployés vers l'investissement public, l'innovation, la recherche, la santé et l'éducation. Elle s'inscrirait dans une politique de relance mondiale. Les américains, qui viennent d'engager un vaste plan de relance tiré par le déficit budgétaire, appellent eux-mêmes de leurs vœux une telle relance. Encore faut-il s'affranchir en Europe, d'un pacte de stabilité, qui est vraiment une « stupidité » (dixit Romano Prodi) parce qu'il ne repose sur aucun fondement théorique. Puisque rien n'est gravé dans le marbre, la prochaine présidence française du Conseil européen pourrait être l'occasion de lancer un tel chantier...

## Qui sommes-nous ?

Autour de Benoit HAMON et d'Henri EMMANUELLI, nos deux porte-paroles nationaux, nous sommes des militants de la gauche du Parti Socialiste français, investis dans le mouvement social autant que dans le mouvement politique, notre objectif est la transformation sociale en France et en Europe.

Nos idéaux sont ceux de la gauche, réformistes par les moyens, nous sommes ambitieux dans nos fins. Nous savons que l'articulation entre un mouvement social fort et une gauche politique à l'écoute de ses aspirations est nécessaire.

Militants au sein de la famille socialiste, nous sommes nombreux à nous engager dans les syndicats étudiants, lycéens, les associations et les mouvements d'éducation populaire et mutualiste.

**et dans le 14e, c'est nous !** et puis y'a les autres mais ils ont pas donné leurs photos !



pour toute information :

[www.nouveau-ps.org](http://www.nouveau-ps.org)

contact mail :

[nps14eme@googlegroupes.com](mailto:nps14eme@googlegroupes.com)

# Nouveau parti socialiste



## Ce qui nous anime

Changer de politique et changer la politique.

Les constats sont connus : la mondialisation économique et financière, la révolution de l'information ont totalement modifié les rapports de force économiques, et profondément déstabilisé nos sociétés, sans que les forces politiques de gauche, en France et en Europe, n'aient su réellement faire émerger de politiques à la hauteur.

Pour nous, le PS doit encore porter un projet de transformation sociale, d'égalité, de justice et de démocratie.

Et c'est parce que nous considérons qu'il faut analyser en toute lucidité les ravages du libéralisme et du capitalisme sur nos économies et nos sociétés, l'échec de l'Europe, la crise de la démocratie et du socialisme, parce que nous nous refusons à nous résigner au monde tel qu'il va, parce que le PS n'est pas à la hauteur de ces attentes, que NPS existe.

Redonner un véritable et nouveau souffle à l'idée de progrès économique et social pour gagner les combats électoraux à venir et être ainsi en situation de changer le cours des choses, voilà ce qui nous anime.

### calendrier

**Forum national "Reconquêtes" à Paris, 28 juin 2008 au Gymnase Mouchotte (Paris 14e) :**  
Pour discuter et échanger sur l'avenir du Parti Socialiste.

Bloquez vos agendas  
Venez nombreux !

Plus d'infos sur [www.nouveau-ps.org](http://www.nouveau-ps.org)